



**MÉMO DE L'INSTITUT DES DYNAMIQUES CONTEMPORAINES DE
L'ÉTAT ET DES SOCIÉTÉS EN AFRIQUE (IDÉES-AFRIQUE)
ADRESSÉ AU GOUVERNEMENT CANADIEN
DANS LE CADRE DE
LA CONSULTATION DES CANADIENS SUR UNE PROPOSITION DE
STRATÉGIE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE AVEC L'AFRIQUE**

31/07/2023



AVERTISSEMENT : les avis et opinions exprimés dans le présent document sont celles d’IDÉES-AFRIQUE et reflètent la vision et la position officielle de l’institut.

IDÉES-AFRIQUE est un organisme à but non lucratif basé à Montréal.

Numéro d’entreprise du Québec : 1177060424

Numéro de d’incorporation Canada : 1467324-7

Adresse : 825, rue Deslauriers, Saint-Laurent (QC), H4N1X3, CA

Courriel : info@idees-afrique.ca



Table des matières

Table des matières	3
Préambule	4
Stratégie de Coopération Économique Canada-Afrique (SCE-CA) : les domaines prioritaires d'intervention.....	5
Renforcement des relations commerciales et économiques	5
Promotion des investissements	6
Mise en œuvre de la politique étrangère féministe	7
Promotion de la recherche et de l'innovation.....	7
Développement des compétences et de l'entrepreneuriat local	7
Cas de l'énergie renouvelable.....	8
Rôle et contribution de IDÉES-AFRIQUE dans l'élaboration et la mise en œuvre de la SCE-CA...	10
Considérations générales sur le rôle de IDÉES-AFRIQUE dans l'élaboration de la SCE-CA.....	10
Axes spécifiques de partenariat entre le gouvernement du CANADA et IDÉES-AFRIQUE	11
Intelligence économique.....	12
Innovation, Éducation et recherche académique.....	13
Agriculture	14
Entrepreneuriat local	15
Formation et renforcement des capacités des municipalités	16
Santé	18
Mitigation des risques et adaptation aux changements climatiques	19
Conclusion.....	20



Préambule

Depuis plus de cinq décennies, le Canada entretient des relations soutenues avec le continent africain, concentrées dans quatre secteurs : l'assistance au développement, la promotion de la démocratie, la promotion de la paix et de la sécurité, le développement des liens commerciaux et économiques. Cependant, le secteur commercial et économique demeure peu diversifié, quoique très dynamique. En effet, au cours des 50 dernières années, le Canada a maintenu des relations commerciales et économiques avec plusieurs pays d'Afrique, principalement axées sur l'exploitation des ressources naturelles. Le Canada est particulièrement actif dans le secteur minier en Afrique, avec de nombreuses entreprises canadiennes présentes dans des pays comme la République démocratique du Congo, la Zambie, le Ghana, la Tanzanie et l'Afrique du Sud. Les produits exportés par le Canada vers l'Afrique comprennent des machines, des véhicules et des équipements. Les importations du Canada depuis l'Afrique sont largement dominées par les minéraux et les métaux, bien que l'importation de produits agricoles et de textiles ait également augmenté.

En outre, il est important de souligner que l'Afrique ne représente qu'une petite fraction du commerce global du Canada. Selon les données de 2020, 1% des exportations totales du Canada étaient destinées à l'Afrique, soit environ [4,5 milliards de dollars](#). En comparaison avec d'autres acteurs majeurs des relations internationales, et partenaires du Canada, comme la Chine (premier partenaire commercial de l'Afrique : [251 milliards de dollars en 2021](#)), ou les [États-Unis](#) (30,7 milliards (US) de dollars en 2022), le potentiel économique du continent africain est largement sous-exploité par les décideurs publics et le secteur privé canadiens.

En réponse à l'appel du gouvernement canadien visant à recueillir les avis des parties prenantes africaines, en vue de la définition des priorités pour l'élaboration de la stratégie de coopération économique Canada-Afrique (SCE-CA), l'Institut d'Études des dynamiques contemporaines de l'État et des sociétés en Afrique (IDÉES-AFRIQUE) est heureux de proposer le présent mémo. Le document a deux objectifs. Le premier est de mettre en perspective des domaines stratégiques dans lesquels il serait prioritaire de créer des partenariats commerciaux et économiques durables, inclusifs et à long terme entre le Canada et le continent africain. Le deuxième objectif du mémo est de montrer le rôle que pourrait jouer IDÉES-AFRIQUE dans la conception et la mise en place de la stratégie de coopération SCE-CA.



Stratégie de Coopération Économique Canada-Afrique (SCE-CA) : les domaines prioritaires d'intervention

Pour renforcer l'engagement économique du Canada en Afrique, une Stratégie de Coopération Économique Canada-Afrique (SCE-CA) pourrait être mise en œuvre autour de six axes principaux : renforcement des relations commerciales et économiques, promotion des investissements, mise en œuvre de la politique étrangère féministe, promotion de la recherche et de l'innovation, développement des compétences et de l'entrepreneuriat local et le cas de l'énergie renouvelable.

Renforcement des relations commerciales et économiques

Le Canada devrait travailler à augmenter les exportations de marchandises vers l'Afrique, en s'appuyant sur les liens commerciaux déjà établis et en exploitant les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Cela pourrait impliquer des mesures pour aider les entreprises canadiennes à accéder aux marchés africains et à naviguer dans l'environnement commercial régional, notamment par le biais d'initiatives de jumelage d'entreprises, de missions commerciales, de formations en compétences commerciales, et des informations et soutien sur les règles et réglementations locales. Dans ce sens, les secteurs stratégiques les plus pertinents et les plus porteurs pour la SCE-CA sont ceux qui correspondent aux besoins et aux priorités du développement durable de l'Afrique, offrent des opportunités de diversification et de croissance pour le Canada, renforcent le système commercial international fondé sur des règles, et contribuent aux objectifs économiques, sociaux et environnementaux du Canada et de l'Afrique.

Parmi ces secteurs, peuvent être cités :

- **Les infrastructures** : elles sont essentielles pour améliorer l'accès à l'énergie, à l'eau, aux transports, aux télécommunications et aux services publics en Afrique, ainsi que pour faciliter l'intégration régionale et continentale des marchés dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Selon la Banque africaine de développement, l'Afrique a besoin d'investir 130 à 170 milliards de dollars par an dans les infrastructures. Avec ses entreprises de construction et d'ingénierie de classe mondiale, le Canada pourrait contribuer à combler ce déficit.
- **L'énergie renouvelable** : le secteur de l'énergie renouvelable représente un potentiel énorme en Afrique, tant pour répondre aux besoins énergétiques croissants du continent que pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les impacts des changements climatiques.
- **L'agriculture et l'agro-industrie** : l'agriculture durable est un secteur clé pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, l'emploi et l'exportation, le développement rural et la protection de l'environnement en Afrique, ainsi que pour la création de chaînes de valeur locales, régionales et mondiales. L'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées



du monde. Selon la Banque mondiale, l'agro-industrie africaine pourrait valoir 1 000 milliards de dollars, d'ici 2030. Le Canada peut apporter son expertise en agroécologie, technologies d'irrigation et chaînes de valeurs.

- **Les technologies numériques** : elles sont un vecteur d'innovation, de compétitivité, d'inclusion sociale et de transformation économique en Afrique, notamment dans les domaines de la finance, de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et du commerce. Selon GSMA, l'Afrique est l'une des régions du monde où la numérisation progresse le plus rapidement, avec plus de 520 millions d'utilisateurs de téléphones portables. Il existe donc un potentiel considérable pour le développement des Technologies de l'information et de la communication (TIC), y compris le commerce électronique, les services financiers numériques et les solutions d'apprentissage en ligne.
- **L'éducation** : l'éducation est un facteur essentiel pour le développement humain, le renforcement des capacités, l'employabilité, l'entrepreneuriat et la participation citoyenne en Afrique.
- **La santé** : la santé est une condition préalable au développement économique et social en Afrique, ainsi qu'un domaine de coopération scientifique et technologique entre le Canada et l'Afrique, notamment pour faire face aux pandémies et aux maladies infectieuses. Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'Afrique représente 25 % du fardeau mondial des maladies, mais seulement 3 % des professionnels de la santé à l'échelle mondiale. Le Canada peut contribuer à l'amélioration de la santé publique et des systèmes de santé en Afrique grâce à ses compétences en matière de formation, de recherche et de produits pharmaceutiques.
- **Les services financiers** sont un levier pour le développement du secteur privé, l'inclusion financière, la mobilisation des ressources domestiques et l'attraction des investissements en Afrique.

Enfin, parmi les instruments stratégiques de développement de la coopération dans ces secteurs, deux en particulier méritent d'être soulignés : la promotion des partenariats public-privé (PPP) et la négociation des accords de libre-échange. Les accords de libre-échange permettraient de réduire les barrières commerciales et d'augmenter les flux commerciaux entre le Canada et l'Afrique, tandis que la mise en place de PPP faciliterait l'ouverture aux entreprises canadiennes de nouveaux marchés porteurs.

Promotion des investissements

En plus de promouvoir les exportations, le Canada devrait encourager davantage d'investissements directs à l'étranger, en Afrique. À cet effet, des informations et un soutien aux investisseurs canadiens devraient être fournies, en travaillant avec les gouvernements africains pour améliorer l'environnement d'investissement, et en promouvant la coopération dans des secteurs stratégiques tels que les minéraux critiques et les technologies vertes. Inversement, le Canada devrait également fournir des incitations et mettre en place des mécanismes de facilitation des investissements africains au Canada, dans une logique de réciprocité et de mutualisation des échanges et des



opportunités. Une stratégie de coopération économique juste, inclusive et durable devrait envisager une pénétration plus large et diversifiée des entreprises canadiennes en Afrique, mais également, une ouverture du marché canadien au savoir-faire et aux capitaux africains.

Mise en œuvre de la politique étrangère féministe

La SCE-CA doit s'aligner sur les engagements du Canada en matière de droits de la personne, d'égalité des genres, de diversité et d'inclusion. Cela pourrait inclure des initiatives pour soutenir les femmes entrepreneurs africaines, promouvoir l'égalité des sexes dans le commerce et l'investissement, et travailler avec les gouvernements et les entreprises africaines pour mettre en œuvre des pratiques de travail inclusives et équitables. L'augmentation du soutien, financier et technique, à des organismes canadiens et africains engagés sur le terrain, est également à favoriser.

Promotion de la recherche et de l'innovation

Le Canada devrait renforcer la collaboration dans la recherche et l'innovation avec l'Afrique. Cette mesure pourrait impliquer le soutien aux partenariats entre institutions et entreprises canadiennes et africaines, l'encouragement à la mobilité des chercheurs et des étudiants, et la promotion de la coopération dans la recherche sur les défis mondiaux tels que les pandémies et les changements climatiques.

Développement des compétences et de l'entrepreneuriat local

La limite des investissements publics et l'absence de politiques publiques spécifiquement dédiées au développement du capital humain est un obstacle notable du développement économique des sociétés africaines, dont il est important d'en tenir compte dans la réflexion sur une stratégie efficace de coopération économique entre le Canada et l'Afrique. Sans se substituer aux autorités publiques, le Canada pourrait offrir des programmes de formation et de développement des compétences pour aider à développer le capital humain en Afrique, notamment dans les domaines des technologies numériques et vertes, de l'entrepreneuriat et de la gestion. L'objectif, *in fine*, serait de mettre l'accent, en aval, sur des facteurs endogènes au potentiel structurant. L'entrepreneuriat local pourrait ainsi être érigé en pôle d'investissement stratégique. En effet, le lien entre l'entrepreneuriat et le développement a été constaté et établi dans la littérature de l'histoire économique des sociétés humaines, depuis au moins les travaux de Schumpeter. En Afrique, les contraintes spécifiques qui pèsent sur l'entrepreneuriat (accès limité au financement, régimes fiscaux peu incitatifs, infrastructures déficientes, appareil judiciaire peu crédible, étroitesse du marché local, faiblesses en compétences managériales, techniques et entrepreneuriales) rendent difficile la pleine exploitation du potentiel entrepreneurial malgré des ressources évidentes telles la jeunesse de la population, les énormes défis sociétaux, les opportunités liées aux marchés-niches ouverts par l'essor des chaînes de valeur nationales et régionales. Le Canada pourrait mettre au profit de la jeunesse entrepreneuriale africaine sa vaste expertise en matière d'entrepreneuriat, et investir dans des incubateurs d'entreprise en activité dans des marchés-niches.



Cas de l'énergie renouvelable

L'Afrique est un continent riche en ressources renouvelables non exploitées. Elle possède 40% du potentiel solaire mondial, mais seulement 1% des panneaux solaires de la planète. En 2021, seuls l'Afrique du Sud et l'Égypte ont pu rejoindre le groupe des 37 pays du monde ayant déjà installé plus d'1 GW de solaire (Pv Magazine, 2021) alors que, selon l'Agence internationale de l'énergie, l'Afrique subsaharienne pourrait produire 67 000 TWh d'énergie solaire par an. Avec l'augmentation de la demande d'énergie pour soutenir le développement économique et social, l'Afrique offre globalement une opportunité considérable pour le développement et l'investissement dans les énergies renouvelables. Plusieurs défis restent ainsi à relever pour développer le solaire de manière efficace et à grande échelle. Le Canada, riche en technologies propres et en énergies renouvelables, pourrait y jouer un rôle majeur.

Perspectives pour les entreprises canadiennes en matière d'énergies renouvelables :

1. **Technologie solaire** : L'Afrique, avec nombre des lieux et des pays les plus ensoleillés du monde, est parfaitement adaptée à l'énergie solaire. Le développement de projets solaires à grande échelle et hors réseau pourrait s'avérer une opportunité majeure pour les entreprises canadiennes spécialisées dans cette technologie.
2. **Énergie éolienne** : Des régions comme l'Afrique de l'Est et du Nord présentent un potentiel éolien important, notamment le Maroc, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud qui ont déjà investi dans cette technologie.
3. **Hydroélectricité** : L'Afrique a un potentiel hydroélectrique significatif, en particulier en Afrique centrale et de l'Est. Le Canada, avec sa riche expérience dans le domaine de l'hydroélectricité, peut jouer un rôle clé dans le développement de ce secteur.
4. **Formation et transfert de connaissances** : Les entreprises canadiennes peuvent également jouer un rôle décisif dans la formation et le renforcement des capacités locales pour développer et entretenir les infrastructures d'énergies renouvelables.

Principaux pays africains prometteurs pour le développement des énergies renouvelables :

1. **Afrique du Sud** : L'Afrique du Sud est l'un des leaders du continent en matière d'énergies renouvelables, avec une capacité installée de plus de 5 GW en 2020. Elle possède un potentiel solaire et éolien considérable et un cadre réglementaire favorable aux investissements dans les énergies renouvelables.
2. **Maroc** : Le Maroc s'est fixé comme objectif d'atteindre 52% de sa capacité de production d'électricité à partir de sources renouvelables, d'ici 2030. Le pays a largement investi dans les infrastructures d'énergie solaire et éolienne.



3. **Kenya** : Le Kenya est un leader en matière de production d'énergie géothermique et possède un potentiel significatif en matière d'énergie éolienne et solaire.
4. **Éthiopie** : L'Éthiopie a un grand potentiel en matière d'énergie hydroélectrique et éolienne. Le pays prévoit d'accroître sa capacité de production d'énergie renouvelable de 4 GW à 17,3 GW, d'ici 2030.

En travaillant en étroite collaboration avec ces pays et d'autres sur le continent, les entreprises canadiennes peuvent non seulement contribuer à combler le déficit énergétique en Afrique, mais aussi stimuler l'innovation et la croissance dans le secteur des énergies renouvelables à l'échelle mondiale suivant la stratégie de développement du commerce international (SDCE) dans le secteur des technologies propres du Canada.

La mise en œuvre de la SCE-CA devra également prendre en compte les réalités diverses des pays africains et s'adapter en conséquence. Il sera crucial de collaborer étroitement avec les partenaires africains pour garantir que les initiatives répondent aux besoins et aux priorités locales, soutenir le développement durable de l'Afrique conformément aux engagements pris dans le cadre du Programme 2030, et construire des relations solides et mutuellement bénéfiques. À cet effet, IDÉES-AFRIQUE peut jouer un rôle significatif dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de la stratégie de coopération économique entre le Canada et l'Afrique. Sa connaissance approfondie des dynamiques locales, des opportunités économiques et des défis particuliers à chaque pays d'Afrique, ainsi que son réseau étendu d'acteurs déployés à travers le continent, en font un partenaire pertinent.

La seconde partie du mémo propose le rôle à jouer et la contribution éventuelle de l'organisme IDÉES-AFRIQUE dans le développement de la stratégie de coopération économique SCE-CA.



Rôle et contribution de IDÉES-AFRIQUE dans l'élaboration et la mise en œuvre de la SCE-CA

IDÉES-AFRIQUE est un organisme à but non lucratif basé à Montréal, qui exerce de façon complémentaire les fonctions de laboratoire d'idées, de centre de recherche, et de cabinet d'expertise et de conseil. Sa mission fondamentale est de réfléchir aux problématiques les plus importantes du continent africain, et de proposer des éclairages et des solutions innovantes pour l'action publique, la recherche académique et la communauté pratique. L'organisme œuvre également à la consolidation globale des relations entre le Canada et l'Afrique, à partir d'un cadre d'action multidimensionnel (économique, académique, institutionnel, culturel, humanitaire).

Dans cette section, la contribution de l'organisme au développement de la nouvelle stratégie de coopération économique entre le Canada et l'Afrique est abordée d'un point de vue général, dans un premier temps, puis d'un point de vue spécifique, à partir de différents domaines d'expertise.

Considérations générales sur le rôle de IDÉES-AFRIQUE dans l'élaboration de la SCE-CA

De manière générale, IDÉES-AFRIQUE peut jouer un rôle important dans le cadre et la dynamique de la coopération économique entre le Canada et l'Afrique, en apportant une contribution dans les domaines suivants :

- La production et la diffusion de connaissances sur l'Afrique, ses enjeux, ses opportunités, ses défis et ses potentialités, à travers des publications, des conférences, des colloques, des formations ou des médias.
- L'accompagnement et le conseil aux acteurs publics, privés ou associatifs qui souhaitent s'engager dans la coopération économique avec l'Afrique, en leur offrant des analyses stratégiques, des études de marché, des diagnostics sectoriels, des évaluations de projets ou des recommandations opérationnelles.
- Le renforcement des capacités et des compétences des acteurs africains qui participent au développement économique du continent, en leur offrant des formations, des mentorats, des réseaux ou des plateformes d'échange.
- La promotion du dialogue et de la coopération entre les acteurs canadiens et africains impliqués dans la coopération économique, en facilitant les contacts, les partenariats, les synergies ou les initiatives communes.



- La sensibilisation et l'engagement du public canadien sur les enjeux et les opportunités liés à la coopération économique avec l'Afrique, en mettant en valeur les réussites, les bonnes pratiques ou les témoignages d'acteurs canadiens ou africains.

Ces apports peuvent se traduire, de manière plus systématique, en leviers d'intervention dans différents niveaux du processus de décision.

Conception de la stratégie

IDÉES-AFRIQUE peut aider à formuler la stratégie de coopération économique, en fournissant des informations précieuses sur le terrain. L'organisme peut identifier les secteurs et régions où le potentiel de croissance est le plus grand, et où le Canada peut offrir une valeur ajoutée significative. IDÉES-AFRIQUE peut également fournir des informations sur les défis auxquels les entreprises canadiennes pourraient être confrontées, en investissant ou en établissant des partenariats en Afrique.

Mise en œuvre de la stratégie

L'organisme pourrait agir comme un intermédiaire entre les entreprises canadiennes et les marchés africains. Il peut aider à établir des partenariats, faciliter les transactions commerciales et soutenir la mise en place d'infrastructures. Son réseau étendu d'acteurs locaux et sa connaissance de la réalité africaine peuvent faciliter l'entrée des entreprises canadiennes sur les marchés africains.

Évaluation de la stratégie

L'organisme IDÉES-AFRIQUE pourrait également être impliqué dans le suivi et l'évaluation de la stratégie. Grâce à sa présence sur le terrain, il peut fournir des retours en temps réel sur l'efficacité des initiatives, aider à identifier les problèmes éventuels et proposer des ajustements de stratégie, en cas de nécessité.

Par ailleurs, IDÉES-AFRIQUE développe une expertise dans différents domaines qui relèvent d'un intérêt majeur pour la stratégie de coopération économique entre le Canada et l'Afrique à développer.

Axes spécifiques de partenariat entre le gouvernement du CANADA et IDÉES-AFRIQUE

Forte d'une équipe multidisciplinaire engagée dans la réalisation d'une mission pluridimensionnelle, IDÉES-AFRIQUE développe, depuis sa création, une expertise dans des domaines spécifiques. L'apport de l'organisme, à titre de partenaire stratégique et de partie



prenante, pourrait se révéler des plus pertinents dans l'élaboration et la mise en œuvre de la SCE-CA.

Intelligence économique

L'intelligence économique fait référence à l'ensemble des activités coordonnées de collecte, de traitement et de diffusion de l'information économique pertinente pour permettre à une organisation de prendre des décisions stratégiques. Pour IDÉES-AFRIQUE, cela signifie comprendre le paysage économique, politique, social et technologique de l'Afrique pour aider à orienter les stratégies de développement économique.

Arguments économiques et stratégiques :

- a) **Connaissance du marché :** L'Afrique est un continent diversifié avec une multitude de marchés distincts. L'intelligence économique fournie par IDÉES-AFRIQUE peut aider à comprendre les nuances fondamentales de ces marchés, y compris les opportunités d'investissement, les tendances de la consommation, les contraintes réglementaires, *etc.*
- b) **Identification des opportunités :** L'intelligence économique peut aider à identifier des secteurs sous-évalués ou en croissance rapide qui pourraient bénéficier d'investissements ou de partenariats canadiens. Par exemple, certaines régions d'Afrique pourraient présenter d'importantes opportunités dans les énergies renouvelables, la technologie ou l'agriculture.
- c) **Gestion des risques :** Comprendre les défis économiques, les risques politiques et les obstacles réglementaires peut aider à anticiper les problèmes potentiels et à mettre en place des stratégies de gestion des risques. Cela est particulièrement pertinent pour les investissements à long terme.

Problèmes et solutions potentielles

- 1. **Problème - Manque de données fiables :** dans de nombreux pays africains, les données économiques fiables peuvent être difficiles à obtenir. Cette situation peut entraver la prise de décisions éclairées en termes d'investissement.
 - ❖ **Solution - Collecte de données sur le terrain :** IDÉES-AFRIQUE, grâce à ses liens locaux et sa connaissance du terrain, peut aider à recueillir des informations précises et à jour sur les conditions économiques locales.
- 2. **Problème - Volatilité économique et politique :** les marchés africains peuvent être sujets à une certaine volatilité, en raison de facteurs politiques ou économiques.
 - ❖ **Solution - Analyse de la stabilité :** l'intelligence économique fournie par IDÉES-AFRIQUE peut aider à évaluer la stabilité des marchés spécifiques, en fournissant des



informations sur les conditions politiques, les tendances économiques et les indicateurs de risque.

En somme, la contribution d'IDÉES-AFRIQUE à l'intelligence économique peut être un atout précieux pour la stratégie de coopération économique entre le Canada et l'Afrique, susceptible d'éclairer les décisions stratégiques, d'identifier les opportunités d'investissement et de gérer les risques.

Innovation, Éducation et recherche académique

L'innovation, l'éducation et la recherche académique sont des éléments clés du développement économique et de la compétitivité mondiale. Ces domaines sont importants pour le développement des capacités, la création d'emplois et l'avancement des connaissances. Selon l'UNESCO, l'Afrique aura besoin de 1,9 million de professeurs supplémentaires, d'ici 2030. Le Canada, reconnu pour son système éducatif de qualité, pourrait contribuer à répondre à ce besoin, en travaillant avec les institutions africaines pour améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche. Fort de son équipe de recherche composée d'universitaires de haut niveau, de sa connaissance des difficultés auxquels font face les pays africains en matière d'éducation et de recherche, des partenariats signés avec des institutions de formation supérieure en Afrique, IDÉES-AFRIQUE pourrait conseiller le gouvernement canadien sur l'orientation de sa politique d'accompagnement à l'éducation et au développement des compétences en Afrique.

Arguments économiques et stratégiques :

- a) **Renforcement des compétences :** L'éducation et la formation sont essentielles pour créer une main-d'œuvre qualifiée, capable de stimuler l'innovation et la croissance économique. Le Canada, en tant que leader en matière d'éducation et de formation, peut partager son expertise avec les pays africains par le biais de programmes d'échange, de bourses d'études et de partenariats entre institutions.
- b) **Innovation et compétitivité :** L'innovation est un moteur essentiel de la compétitivité économique. Le Canada peut collaborer avec les pays africains pour soutenir l'innovation, par exemple en contribuant au des écosystèmes d'innovation locaux, en soutenant les startups technologiques, ou en promouvant la recherche et le développement.
- c) **Recherche académique :** La recherche académique est essentielle pour développer de nouvelles technologies, résoudre des problèmes complexes et créer de nouvelles connaissances. Les collaborations de recherche entre le Canada et l'Afrique peuvent favoriser l'innovation, tout en aidant à résoudre des problèmes locaux et mondiaux.

Problèmes et solutions potentielles :



3. **Problème - Accès limité à l'éducation de qualité :** Dans de nombreux pays africains, l'accès à l'éducation de qualité peut être limité, en particulier dans les zones rurales.
 - ❖ **Solution - Partenariats éducatifs et technologiques :** Le Canada peut collaborer avec IDÉES-AFRIQUE pour développer des programmes éducatifs, utiliser la technologie pour élargir l'accès à l'éducation (par exemple, l'éducation en ligne), et améliorer la qualité de l'éducation.
4. **Problème - Manque de financement pour la recherche :** La recherche et l'innovation peuvent être limitées par un manque de financement.
 - ❖ **Solution - Investissements et collaborations de recherche :** Le Canada peut investir dans la recherche en Afrique, collaborer avec des institutions de recherche africaines, et aider à développer des mécanismes de financement de la recherche.
5. **Problème - Faible capacité d'innovation :** L'innovation peut être entravée par un manque de compétences, de financement et d'infrastructure.
 - ❖ **Solution - Soutien à l'innovation :** Le Canada peut aider à développer des écosystèmes d'innovation en Afrique, par exemple en soutenant les startups, en fournissant une formation en matière d'innovation et en entrepreneuriat, et en aidant à développer l'infrastructure nécessaire à l'innovation.

Dans l'ensemble, une collaboration dans les domaines de l'innovation, de l'éducation et de la recherche académique pourrait aider à renforcer les capacités en Afrique, à stimuler la croissance économique et à créer de nouvelles opportunités pour le Canada.

Agriculture

L'agriculture est l'épine dorsale de nombreuses économies africaines, représentant une part significative du PIB et de l'emploi. Elle est également essentielle à la sécurité alimentaire et à la stabilité rurale. Les efforts pour moderniser et améliorer l'efficacité de ce secteur peuvent avoir des effets transformateurs sur le développement économique de l'Afrique. Le Canada est un leader mondial dans le domaine de l'agriculture et pourrait collaborer avec IDÉES-AFRIQUE pour renforcer l'agriculture en Afrique, notamment par le partage de technologies et de pratiques innovantes. De nombreuses opportunités seraient ainsi offertes aux entreprises canadiennes du secteur agricole, notamment en termes de vente des équipements et des intrants agricoles en Afrique.

Arguments économiques et stratégiques :

- a) **Croissance économique :** L'agriculture peut stimuler la croissance économique en augmentant la productivité, en fournissant des emplois et en stimulant les exportations.
- b) **Sécurité alimentaire :** L'amélioration de la productivité agricole est essentielle pour assurer la sécurité alimentaire en Afrique, compte tenu de la croissance rapide de la population.



- c) **Atténuation des changements climatiques et adaptation** : Le développement de pratiques agricoles durables et résilientes face au climat peut aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer la résilience des communautés rurales face aux effets des changements climatiques.

Problèmes et solutions potentielles :

6. **Problème - Faible productivité** : de nombreux agriculteurs africains sont de petits exploitants qui ont un accès limité à la technologie et aux intrants agricoles, ce qui limite leur productivité.
 - ❖ **Solution - Soutien technique et financier** : IDÉES-AFRIQUE, en collaboration avec les partenaires canadiens, pourrait aider à fournir une formation technique, à améliorer l'accès au financement et aux intrants agricoles, et à promouvoir l'utilisation de technologies agricoles modernes.
7. **Problème - Changements climatiques** : l'agriculture en Afrique est particulièrement vulnérable aux effets des changements climatiques, qui peuvent aggraver les problèmes de sécheresse, de pénurie d'eau et de maladies des cultures.
 - ❖ **Solution - Agriculture intelligente face au climat** : le Canada peut partager son expertise en matière d'agriculture intelligente face au climat, aidant à développer des pratiques agricoles qui sont à la fois productives et résilientes face aux changements climatiques.
8. **Problème - Accès limité aux marchés** : les agriculteurs africains peuvent avoir du mal à accéder aux marchés, ce qui limite leur capacité à vendre leurs produits et à gagner un revenu décent.
 - ❖ **Solution - Développement des chaînes de valeur** : IDÉES-AFRIQUE peut aider à développer des chaînes de valeur agricoles, en facilitant l'accès des agriculteurs aux marchés et en améliorant la qualité et la valeur ajoutée de leurs produits.

Dans l'ensemble, une coopération entre le Canada et l'Afrique dans le domaine de l'agriculture pourrait aider à stimuler la productivité, à renforcer la sécurité alimentaire, à promouvoir la durabilité et à créer de nouvelles opportunités économiques.

Entrepreneuriat local

L'entrepreneuriat local est un élément crucial de l'économie africaine. Il favorise l'innovation, crée des emplois et stimule la croissance économique. Le Canada peut travailler avec IDÉES-AFRIQUE pour soutenir l'entrepreneuriat local en Afrique, en offrant des formations et des ressources pour les entrepreneurs africains. Cela peut également ouvrir de nouvelles opportunités pour les entreprises canadiennes de collaborer avec des start-ups africaines.

Arguments économiques et stratégiques :



- a) **Création d'emplois** : L'entrepreneuriat local crée des emplois, contribue à la réduction de la pauvreté et stimule la croissance économique. Les startups et les petites entreprises sont souvent les principaux moteurs de la création d'emplois.
- b) **Innovation** : Les entrepreneurs locaux peuvent apporter des solutions novatrices aux défis économiques, sociaux et environnementaux de l'Afrique. Ils peuvent également contribuer à la diversification économique et à la compétitivité.
- c) **Développement de l'écosystème entrepreneurial** : Un environnement entrepreneurial sain peut attirer des investissements et stimuler l'innovation.

Problèmes et solutions potentielles :

- 9. **Problème - Accès au financement** : l'accès au financement est souvent un obstacle majeur pour les entrepreneurs en Afrique.
 - ❖ **Solution - Fonds d'investissement et microcrédit** : IDÉES-AFRIQUE pourrait collaborer avec des institutions financières canadiennes pour développer des fonds d'investissement pour soutenir les entrepreneurs locaux, ainsi que des programmes de microcrédit pour soutenir les micro-entreprises et les entrepreneurs à faible revenu.
- 10. **Problème - Manque de compétences entrepreneuriales** : les entrepreneurs en Afrique peuvent manquer de compétences en gestion d'entreprise et en entrepreneuriat.
 - ❖ **Solution - Programmes de formation et de mentorat** : IDÉES-AFRIQUE pourrait travailler avec des partenaires canadiens pour développer des programmes de formation et de mentorat pour les entrepreneurs africains, axés sur des compétences clés telles que la planification d'entreprise, la gestion financière et le marketing.
- 11. **Problème - Environnement des affaires difficile** : l'environnement des affaires en Afrique peut être difficile, en raison des obstacles tels que la corruption, le manque d'infrastructures de qualité et une réglementation complexe.
 - ❖ **Solution - Advocacy et renforcement des capacités** : IDÉES-AFRIQUE pourrait travailler avec le gouvernement et le secteur privé pour améliorer l'environnement des affaires, en promouvant la transparence et la lutte contre la corruption, en aidant à améliorer les infrastructures et en soutenant les réformes réglementaires.

Dans l'ensemble, le soutien à l'entrepreneuriat local en Afrique peut contribuer à stimuler la croissance économique, à créer des emplois et à favoriser l'innovation, tout en créant des opportunités d'investissement et de partenariat pour les entreprises canadiennes.

Formation et renforcement des capacités des municipalités

Le renforcement des capacités des municipalités est un élément crucial pour le développement économique et social durable en Afrique. Cela comprend le renforcement de la gouvernance, l'amélioration de la prestation des services publics, la promotion de l'engagement civique et



l'augmentation de la capacité des municipalités à attirer et à gérer efficacement les investissements. Le Canada possède une expertise en matière de gouvernance locale et peut travailler avec IDÉES-AFRIQUE pour renforcer les capacités des municipalités africaines. Cela peut contribuer à améliorer la stabilité et l'efficacité de la gouvernance locale en Afrique.

Arguments économiques et stratégiques :

- b) Amélioration de la gouvernance :** Un renforcement des capacités des municipalités peut contribuer à améliorer la gouvernance locale, à renforcer l'État de droit et à promouvoir la transparence et l'efficacité. Cela peut, à son tour, contribuer à attirer les investissements et à favoriser le développement économique.
- c) Prestation de services publics :** Un renforcement des capacités peut aider à améliorer la prestation de services publics tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement. Cela peut contribuer à améliorer la qualité de vie, à réduire la pauvreté et les inégalités et à favoriser la croissance économique inclusive.
- d) Engagement civique :** Le renforcement des capacités des municipalités peut aider à promouvoir l'engagement civique et la participation citoyenne, ce qui peut contribuer à la stabilité sociale et à la gouvernance démocratique.

Problèmes et solutions potentielles :

1. **Problème - Manque de capacités techniques et de gestion :** Les municipalités africaines peuvent manquer de capacités techniques et de gestion, ce qui peut entraver la prestation efficace des services publics et la gestion des investissements.
 - ❖ **Solution - Programmes de formation :** IDÉES-AFRIQUE pourrait collaborer avec des partenaires canadiens dans le but de développer des programmes de formation pour les responsables municipaux, axés sur des compétences clés en gestion publique, finance municipale, planification urbaine, *etc.*
2. **Problème - Manque de ressources financières :** Les municipalités en Afrique peuvent manquer de ressources financières pour fournir des services publics et investir dans le développement local.
 - ❖ **Solution - Aide au développement et investissements :** IDÉES-AFRIQUE pourrait travailler avec des partenaires canadiens pour mobiliser l'aide au développement et les investissements pour les municipalités africaines, et pour renforcer leurs capacités à gérer efficacement ces ressources.
3. **Problème - Faible engagement civique :** L'engagement civique et la participation citoyenne peuvent être faibles dans certaines municipalités africaines.
 - ❖ **Solution - Promotion de la participation citoyenne :** IDÉES-AFRIQUE pourrait travailler avec des partenaires canadiens pour promouvoir la participation citoyenne et



l'engagement civique, à travers des programmes d'éducation civique, de développement de la société civile de renforcement de la transparence et de redevabilité.

Le soutien à la formation et au renforcement des capacités des municipalités en Afrique peut contribuer à améliorer la gouvernance, la prestation des services publics, et l'engagement civique, tout en créant des opportunités pour la collaboration et les partenariats entre les municipalités canadiennes et africaines.

Santé

L'accent mis par IDÉES-AFRIQUE sur la santé, y compris les initiatives humanitaires et le développement de chaînes d'approvisionnement locales et régionales pour les produits pharmaceutiques, est essentiel pour améliorer les conditions de vie sur le continent africain et pour stimuler une croissance économique durable. Le Canada a une expertise reconnue dans le domaine de la santé, y compris la production pharmaceutique. Une collaboration avec IDÉES-AFRIQUE pourrait aider à renforcer les capacités du secteur de la santé en Afrique et à développer des chaînes de production pharmaceutique locales.

Arguments économiques et stratégiques :

- a) **Impact économique de la santé :** des populations en meilleure santé sont plus productives, stimulant ainsi la croissance économique. L'amélioration des soins de santé peut également diminuer le fardeau économique des maladies.
- b) **Développement de chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques locales :** l'encouragement à la production locale de produits pharmaceutiques peut aider à réduire la dépendance à l'égard des importations, à créer des emplois et à stimuler l'économie locale.
- c) **Renforcement des systèmes de santé :** des systèmes de santé robustes sont essentiels pour répondre aux crises sanitaires, prévenir les maladies et améliorer la santé globale, ce qui a des implications à la fois pour le bien-être des individus et pour la stabilité économique.

Problèmes et solutions potentielles :

- 1. **Problème - Manque d'accès aux soins de santé :** de nombreuses régions en Afrique ont un accès limité aux services de santé de qualité.
 - ❖ **Solution - Amélioration de l'infrastructure de santé :** IDÉES-AFRIQUE pourrait collaborer avec des partenaires canadiens pour améliorer l'infrastructure de santé, en travaillant à l'expansion des cliniques de santé, à la formation des travailleurs de santé et à l'augmentation de l'accès aux médicaments et vaccins essentiels.
- 2. **Problème - Dépendance à l'égard des importations pharmaceutiques :** l'Afrique importe une grande part de ses produits pharmaceutiques, ce qui peut conduire à des pénuries en cas de perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale.
 - ❖ **Solution - Développement de chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques locales :** IDÉES-AFRIQUE pourrait travailler avec des partenaires canadiens pour développer des



industries pharmaceutiques locales, en aidant à former des travailleurs, en stimulant l'innovation et en attirant des investissements.

3. Problème - Manque de préparation aux crises sanitaires : les systèmes de santé en Afrique sont souvent mal préparés pour faire face aux crises sanitaires, comme la pandémie de COVID-19.

- ❖ **Solution - Renforcement des systèmes de santé :** IDÉES-AFRIQUE pourrait travailler avec des partenaires pour renforcer les systèmes de santé en Afrique, en améliorant la surveillance des maladies, en renforçant la capacité de réponse aux urgences et en promouvant la recherche en santé.

L'engagement du Canada à travailler avec IDÉES-AFRIQUE dans le domaine de la santé peut non seulement aider à améliorer les conditions de vie en Afrique, mais aussi à créer des opportunités pour les entreprises canadiennes dans le secteur de la santé et à renforcer la résilience globale face aux crises sanitaires.

Mitigation des risques et adaptation aux changements climatiques

La réduction des risques et l'adaptation aux changements climatiques sont des principaux domaines d'intervention pour le développement durable en Afrique. Ces efforts comprennent à la fois la lutte contre la dégradation de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques. Le Canada est engagé dans la lutte contre le changement climatique et pourrait collaborer avec IDÉES-AFRIQUE pour aider les pays africains à développer des stratégies de mitigation des risques et d'adaptation aux changements climatiques.

Arguments économiques et stratégiques

- a) **Résilience économique :** l'adaptation aux changements climatiques peut améliorer la résilience économique en protégeant les infrastructures essentielles, en sauvegardant les moyens de subsistance et en réduisant les coûts liés aux catastrophes climatiques.
- b) **Opportunités de croissance verte :** la transition vers une économie verte offre des opportunités de croissance économique, notamment dans les secteurs de l'énergie renouvelable, de l'efficacité énergétique et de l'agriculture durable.
- c) **Attractivité pour les investissements :** les efforts de lutte contre le changement climatique peuvent rendre l'Afrique plus attrayante pour les investisseurs, notamment ceux qui sont soucieux des aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Problèmes et solutions potentielles :

1. Problème - Vulnérabilité aux changements climatiques : l'Afrique est particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique, notamment les sécheresses, les inondations et l'élévation du niveau de la mer.

- ❖ **Solution - Renforcement de la résilience climatique :** IDÉES-AFRIQUE pourrait travailler avec des partenaires pour renforcer la résilience climatique, notamment par la



protection des écosystèmes, l'amélioration de la gestion de l'eau et l'adoption de pratiques agricoles durables.

2. Problème - Dépendance à l'égard des combustibles fossiles : De nombreux pays africains dépendent fortement des combustibles fossiles pour leur énergie.

- ❖ **Solution - Promotion des énergies renouvelables :** IDÉES-AFRIQUE pourrait aider à promouvoir le développement des énergies renouvelables, en facilitant les investissements dans l'énergie solaire et éolienne et en soutenant la formation et l'éducation dans ces domaines.

3. Problème - Déforestation et dégradation des terres : la déforestation et la dégradation des terres sont des problèmes majeurs en Afrique, contribuant ainsi aux émissions de gaz à effet de serre et à la perte de biodiversité.

- ❖ **Solution - Promotion de l'agriculture durable et de la gestion des forêts :** IDÉES-AFRIQUE pourrait travailler à promouvoir des pratiques agricoles durables et une gestion responsable des forêts, en soutenant les initiatives d'agroforesterie et de reforestation.

Chacun des secteurs présentés offre des opportunités pour une collaboration mutuellement bénéfique entre le Canada et l'Afrique. La clé du succès sera de développer des partenariats basés sur le respect, l'équité et l'objectif commun du développement durable. Pour le Canada, travailler avec IDÉES-AFRIQUE sur ces questions peut non seulement aider à atteindre ses objectifs en matière de changement climatique et de développement durable, mais aussi ouvrir des opportunités pour les entreprises canadiennes dans les secteurs verts en croissance, en Afrique.

Conclusion

En conclusion, travailler avec IDÉES-AFRIQUE présente de nombreux avantages pour le gouvernement canadien. Premièrement, le gouvernement aurait accès à une expertise concrète en matière d'investissement et de développement, en Afrique. Deuxièmement, le Canada gagnerait en crédibilité et en acceptation sur le continent africain, car l'implication de IDÉES-AFRIQUE témoignerait d'une approche concertée et inclusive. Enfin, cette collaboration contribuerait à assurer que la stratégie de développement du commerce international du Canada soit adaptée aux besoins spécifiques de l'Afrique et soutienne les objectifs de développement durable (ODD) dans le but d'améliorer la sécurité énergétique à l'échelle mondiale, suivant le *Rapport Agir ensemble*, publié en 2021 par le gouvernement du Canada.